



Communiqué de presse du 30 avril 2026

Appel à la raison et au respect du droit de manifester

Lors de la conférence de presse tenue mardi par la coalition NoG7, les organisations qui la composent ont exprimé leur colère légitime face aux tergiversations du Conseil d'Etat à autoriser la manifestation anti-G7 prévue le 14 juin, et à la décision du Conseil d'Etat et du Conseil administratif de la Ville de Genève de refuser l'organisation d'un village alternatif le même week-end aux Bastions ayant pour but d'y tenir des stands d'information, des débats politiques et des performances artistiques. Dans ce contexte, les organisateurs-trices de la mobilisation anti-G7 ont indiqué que les magistrat-e-s concerné-e-s ne sont pas les bienvenu-e-s au Village des luttes du 1^{er} mai, organisé dans le même lieu au terme du cortège du 1^{er} mai, en ajoutant que « s'ils-elles viennent, ils-elles nous trouverons ».

Interpellés hier par les magistrat-e-s socialistes et vert-e-s du Conseil d'Etat et du Conseil administratif de la Ville de Genève sur ce qu'ils-elles considèrent être des menaces à l'égard de leur intégrité physique, la présidence respectivement du Comité d'organisation du 1^{er} mai et de la Communauté genevoise d'action syndicale rappellent les éléments suivants :

- Aucune de nos organisations n'appelle, ne promeut, ne justifie ni ne tolère la violence physique contre des personnes ;
- Nous regrettons que les magistrat-e-s concerné-e-s se sentent menacé-e-s dans leur intégrité physique. Mais il s'agit d'une interprétation qui leur appartient et qui ne correspond, à notre connaissance, à aucune menace réelle ;
- Le cortège du 1^{er} mai et le Village des luttes aux Bastions prévu à son arrivée est ouvert à tous-tes les militant-e-s des organisations qui composent le Comité genevois d'organisation du 1^{er} mai et aux travailleuses et travailleurs qui se reconnaissent dans les revendications portées par les syndicats et le comité d'organisation ;
- Il appartient aux magistrat-e-s concerné-e-s d'estimer si leur présence au Village des luttes est opportune après avoir refusé à la coalition NoG7 la tenue d'une manifestation similaire dans le même lieu durant le week-end du 14 juin, et d'assumer de se présenter devant des militant-e-s attaché-e-s au droit de manifester.

Cela étant, nous considérons que ces craintes résultent d'un climat de tension frisant l'hystérie collective, largement créé et alimenté par le refus de dialogue des autorités, et par le patronat genevois, qui va jusqu'à exiger de mettre sous cloche le droit démocratique de manifester durant plusieurs jours durant cette

période, et, rappelons-le, limiter durablement ce droit via la promotion d'un projet de loi liberticide en passe d'être adopté par ses relais politiques au parlement cantonal.

Nous appelons donc à la désescalade de ces tensions, en précisant que la meilleure façon d'y parvenir consiste, dans le dialogue avec les organisatrices qui le demandent avec insistance, à revenir sur la décision de refuser l'organisation du village alternatif aux Bastions durant le week-end du 14 juin, et à autoriser la manifestation anti-G7 prévue ce jour.

Quant à la question de l'intégrité physique des personnes, nous rappelons, à la veille de la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, que celle de centaines de milliers d'entre elles à travers le monde est tous les jours gravement atteinte en raison des politiques menées par les grandes puissances qui le dirigent.

Le 1^{er} mai 2026, nous appelons les travailleuses et les travailleurs à manifester en nombre pour leurs droits, notamment ceux de la construction attaqués par le patronat genevois, contre les politiques d'austérité, contre la nouvelle tentative de division et d'attaque aux salaires menée par l'UDC avec son initiative « pour une Suisse à 10 millions », et contre la nouvelle tentative du patronat et de la droite de remettre en cause les protections contre le travail du dimanche.

Car c'est aussi de cela qu'il s'agira le 14 juin prochain.

Programme du 1^{er} mai 2026 à Genève : <https://www.cgas.ch/1erMai/spip.php?article496>

Contacts

Mael Ruegsegger, Président du Comité genevois 1^{er} mai : 076 505 41 80

Davide De Filippo, Président de la Communauté genevoise d'action syndicale : 079 707 14 67